

**Progresser le long de la chaîne de valeur :
Rester compétitif dans l'économie mondiale**

PRINCIPALES CONCLUSIONS



Avant-propos

La mondialisation soulève de nombreux problèmes essentiels et revêt une importance prioritaire pour les autorités de nombreux pays de l'OCDE. Au cours de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres de 2004, ceux-ci avaient demandé à l'OCDE d'apporter un nouvel éclairage sur les questions liées à l'externalisation et à la délocalisation croissantes des activités productives, compte tenu du manque de données probantes sur lesquelles s'appuyer pour étudier ces questions et élaborer des politiques adaptées.

Dans cette optique, le Conseil de l'OCDE a décidé fin 2004 de mettre à contribution le Fonds central pour les projets prioritaires (CPF) de l'Organisation, pour financer une étude incluant un examen empirique systématique des tendances et évolutions concernant la mondialisation des chaînes de valeur. Le Comité de l'industrie, de l'innovation et de l'entrepreneuriat (CIIE) a transmis des indications au Secrétariat sur la portée de cette étude.

Ce document, présenté lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres de 2007, réunit certaines des données concernant la mondialisation des chaînes de valeur et met en évidence les questions essentielles dont doivent se saisir les pouvoirs publics pour remédier aux problèmes liés à la mondialisation. Un compendium regroupant les différentes études sur lesquelles se fonde le présent résumé, sera parachevé d'ici la fin de l'année.

Table des matières

Les chaînes de valeur internationales et la mondialisation	5
Les effets économiques de la mondialisation	9
Le rôle clé des multinationales.....	11
De nouveaux pôles de croissance économique	13
Les effets de la mondialisation sur l'emploi.....	15
Les effets positifs de la mondialisation sur la productivité	17
L'évolution structurelle vers une économie de la connaissance	20
Conséquences pour l'action publique	26
Bibliographie.....	30

Les chaînes de valeur internationales et la mondialisation

La mondialisation ne date pas d'hier ...

Le rythme rapide de la mondialisation a suscité un vif intérêt ces dernières années, mais elle ne date pas d'hier. Le processus d'intégration économique internationale est en cours depuis des décennies, favorisé par des politiques économiques plus ouvertes et la libéralisation des échanges dans un nombre croissant de pays. Les progrès techniques, notamment en matière de transports et de communications, ont réduit les coûts et stimulé également la mondialisation. Le commerce et l'investissement direct étranger (IDE) restent les principaux vecteurs de l'intégration économique internationale, les migrations jouant un rôle plus limité. Les transferts de technologie, notamment par le biais des entreprises multinationales, revêtent également une importance croissante.

... mais elle présente aujourd'hui certains traits caractéristiques.

Le rythme et l'ampleur de la mondialisation actuelle sont sans précédent et liés à l'émergence rapide de chaînes de valeur mondiale, sur fond de fragmentation géographique de plus en plus marquée des processus de production. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont permis de scinder la chaîne de valeur, et de déterminer la localisation des activités de chaque maillon dans une optique de réduction des coûts. La mondialisation des chaînes de valeur se traduit donc par une fragmentation physique du processus de production, dont les différentes étapes sont réalisées en des lieux distincts suivant une logique d'optimisation, les entreprises ayant intérêt à se tourner davantage vers des sources d'approvisionnement internationales pour leurs consommations intermédiaires. Également qualifié dans la littérature économique de division internationale de la production ou d'intégration verticale de la production, ce phénomène est étroitement lié au développement des réseaux mondiaux de production.

La mondialisation passe également de plus en plus par l'IDE et les échanges de services, dans un contexte d'internationalisation de nombreuses activités de services, notamment liée au fait que les TIC permettent de produire une multitude de services en n'importe quel endroit. Un autre trait caractéristique de l'intégration économique actuelle est qu'elle n'est plus limitée aux pays de l'OCDE, et qu'elle fait également intervenir de grands acteurs émergents sur la scène mondiale, comme le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie.

Les chaînes de valeur mondiales ...

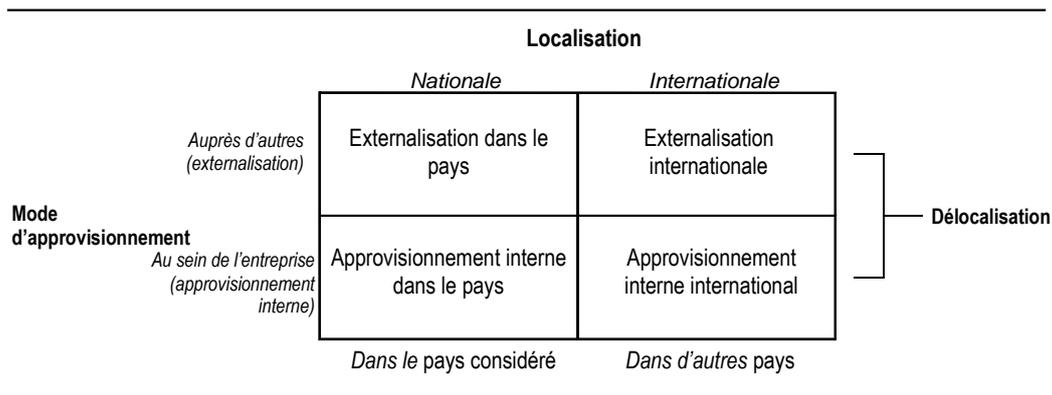
La mondialisation des chaînes de valeur est motivée par divers facteurs. L'un d'eux réside dans la volonté de réaliser des gains d'efficacité, le renforcement de la concurrence sur les marchés intérieurs et internationaux contraignant les entreprises à devenir plus efficaces et à réduire leurs coûts. Un des moyens d'y parvenir consiste pour une entreprise à s'approvisionner en consommations intermédiaires auprès de producteurs plus efficaces, pouvant être situés, d'une part, dans le pays considéré ou à l'étranger et, d'autre part, dans le périmètre de l'entreprise ou à l'extérieur. Parmi les autres motivations importantes figurent l'entrée sur de nouveaux marchés

émergents et l'accès à des actifs stratégiques pouvant aider l'entreprise à exploiter des connaissances étrangères. Néanmoins, malgré les avantages qui en sont escomptés, l'intégration dans une chaîne de valeur mondiale amène également les entreprises à assumer des coûts et des risques.

... impliquent une externalisation et une délocalisation des approvisionnements ...

La fragmentation du processus de production entre différents pays s'est traduite par des restructurations sensibles au niveau des entreprises, notamment par l'externalisation et la délocalisation de certaines fonctions. L'externalisation implique généralement l'acquisition de biens et services intermédiaires auprès de fournisseurs externes spécialisés, tandis que la délocalisation fait référence à l'acquisition par les entreprises de biens et services intermédiaires auprès de fournisseurs étrangers, ou au transfert à l'étranger de certaines tâches au sein de l'entreprise considérée (Graphique 1). La délocalisation (au sens large) recouvre donc deux cas de figure : l'externalisation internationale (dans le cadre de laquelle des activités sont sous-traitées à des tierces parties indépendantes établies à l'étranger) et l'approvisionnement interne international (dans le cadre duquel les activités transférées sont confiées à des filiales étrangères).

Graphique 1. Externalisation et délocalisation



Sources : OCDE (2005g, 2006f).

... qui se traduisent parfois par le redéploiement géographique d'activités existantes.

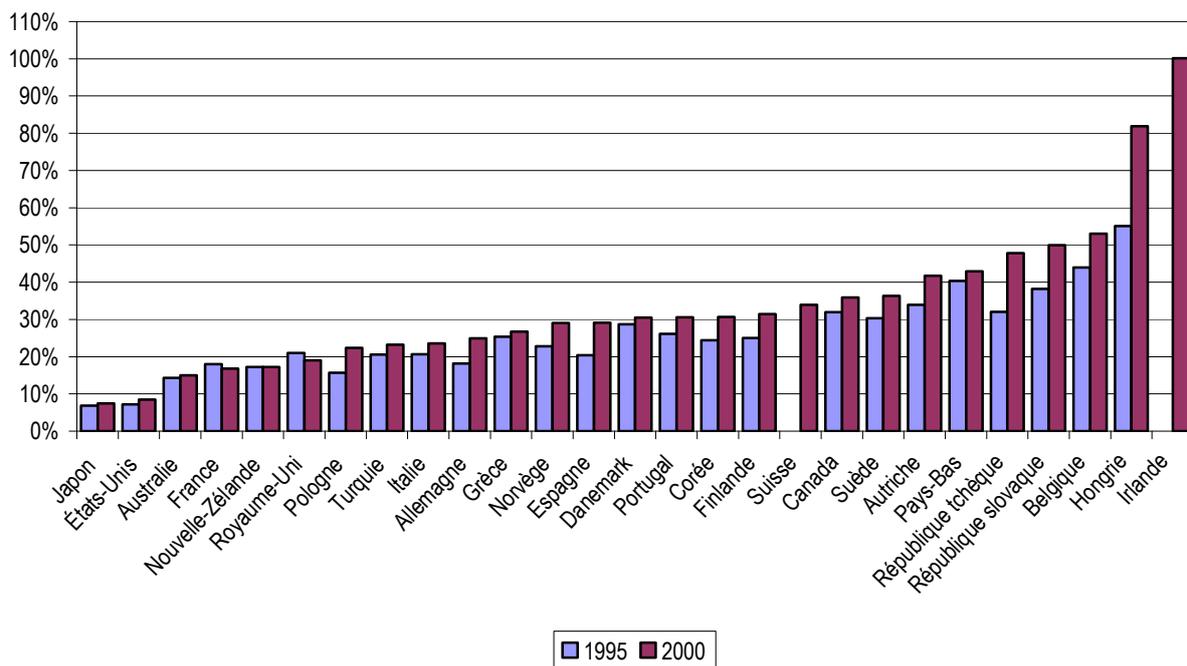
L'internationalisation croissante des approvisionnements a également entraîné le redéploiement géographique (délocalisation au sens strict) de certaines activités à l'étranger, impliquant parfois la cessation totale ou partielle de la production de certains biens ou services dans le pays du siège de l'entreprise considérée, parallèlement à la création ou au développement de filiales étrangères produisant les mêmes biens ou services. Plus généralement, il s'agit de transférer à l'étranger certaines étapes du processus de production, les biens et services résultant de ces activités étant ensuite exportés du pays d'accueil vers le pays du siège. Le concept de redéploiement géographique n'est pas toujours interprété dans un sens aussi strict, et il recouvre souvent différentes formes d'internationalisation, telles que l'ouverture par les entreprises de nouvelles filiales à l'étranger en vue de renforcer leur présence

sur un marché donné. Si la définition de ces différents concepts est relativement aisée, leur mesure est plus complexe. Les entreprises ne sont en effet parfois guère disposées à fournir des informations précises sur leurs décisions d'externalisation et de délocalisation, en particulier en cas de redéploiement géographique. Ce manque de données objectives explique en partie la diversité des points de vue sur l'ampleur et les effets de l'internationalisation des processus de production.

Les échanges de produits intermédiaires augmentent ...

Les chaînes de valeur mondiales permettent l'externalisation des productions intermédiaire et finale à l'étranger, ce qui se traduit par un accroissement des flux commerciaux sous la forme d'exportations et d'importations, et par une augmentation rapide du volume de produits intermédiaires échangés entre les différents pays. En 2003, 54 % des importations mondiales de produits manufacturés étaient considérées comme entrant dans la catégorie des biens intermédiaires (qui recouvre les produits primaires, les pièces détachées et composants et les produits semi-finis). Des informations précises tirées de tableaux d'entrées-sorties montrent que le ratio entre produits intermédiaires importés et nationaux a augmenté dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE (Graphique 2).

Graphique 2. Ratio entre produits intermédiaires importés et produits intermédiaires nationaux, en 1995 et en 2000



Notes :

Australie : 1995 et 1999 ; Canada : 1997 et 2000 ; Grèce : 1995 et 1999 ; Hongrie : 1998 et 2000 ; Norvège : 1995 et 2001 ; Portugal : 1995 et 1999.

Source : OCDE (2007).

... et la production intérieure est de plus en plus tributaire de consommations intermédiaires étrangères.

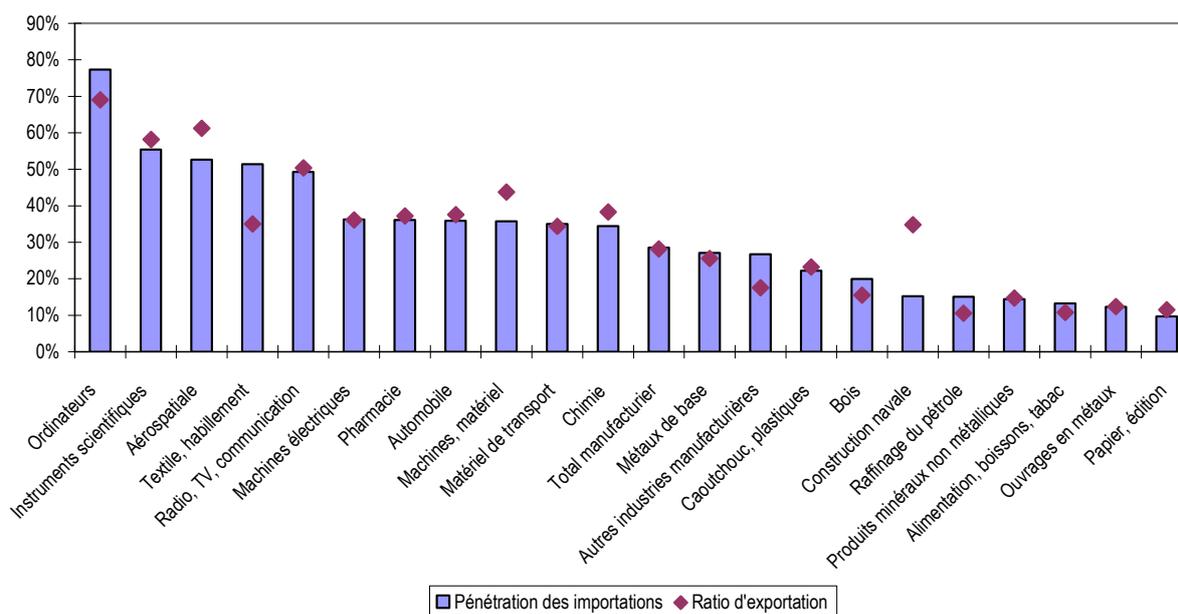
Du fait du renforcement des liens entre pays à l'échelle mondiale, une part de plus en plus faible de la production de chaque pays est réalisée à l'intérieur de ses frontières. On observe une baisse du taux de valeur ajoutée (c'est-à-dire du ratio valeur ajoutée/production) et un accroissement de l'importance des produits intermédiaires dans la zone OCDE. Compte tenu de l'internationalisation croissante des approvisionnements en consommations intermédiaires au sein des chaînes de valeur mondiales, les exportations et les importations de produits manufacturés des différents pays évoluent de plus en plus en parallèle et connaissent une expansion plus rapide que la production, indiquant que les transactions internationales entre les pays de l'OCDE augmentent très rapidement. La mondialisation des chaînes de valeur a également entraîné un accroissement des échanges intrabranche (qui désignent les flux commerciaux au sein d'un même secteur, dont les échanges de biens intermédiaires intervenant aux différents stades du processus de production). Ces évolutions peuvent être observées dans la quasi-totalité des pays, mais elles deviennent particulièrement manifestes dans les petits pays de l'OCDE caractérisés par des entrées d'IDE importantes.

Les effets économiques de la mondialisation

Les secteurs manufacturiers ne sont pas tous affectés dans la même mesure ...

La mondialisation économique s'est traduite par une ouverture croissante de l'industrie manufacturière, ainsi que le montre l'augmentation du taux d'exportation et du taux de pénétration des importations dans tous les secteurs manufacturiers (Graphique 3). Reste qu'ils ne sont pas tous affectés dans la mesure. En général, les secteurs de haute et moyenne-haute technologie sont plus internationalisés en moyenne que les branches d'activité à plus faible intensité de technologie. Cette différence tient en partie à la complexité grandissante de nombreux produits de haute technologie ; les entreprises ne disposant plus en interne de la totalité des connaissances requises pour fabriquer ces produits, elles doivent de plus en plus se tourner vers l'extérieur. Par ailleurs, les industries anciennes, comme le textile, se caractérisent également par une forte ouverture internationale.

Graphique 3. Taux de pénétration des importations et ratio d'exportation¹ dans certains pays de l'OCDE², 2003



Notes :

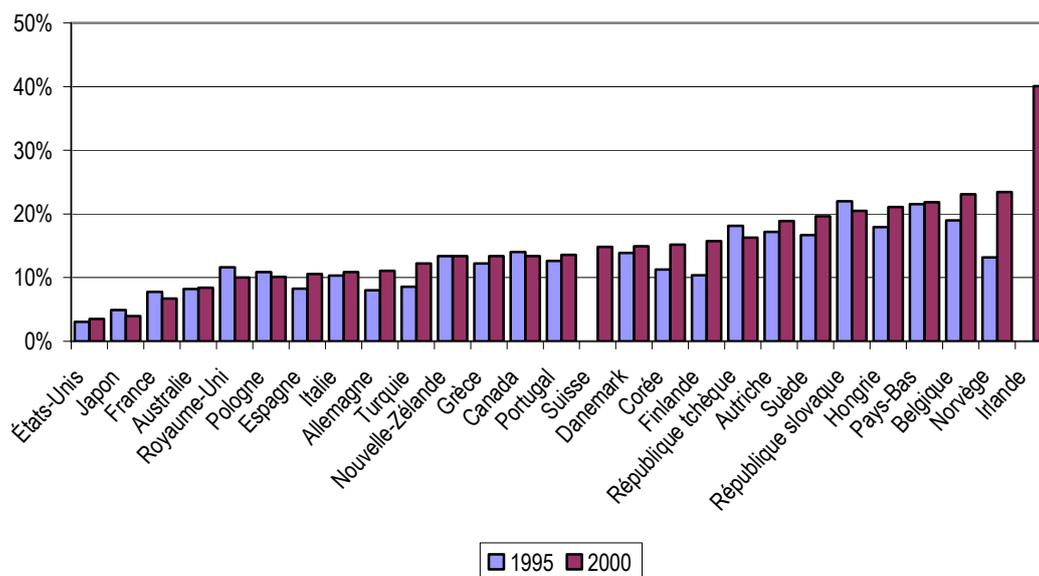
1. Le taux d'exportation indique la part de la production Y qui est exportée (*i.e.* X/Y) ; le taux de pénétration des importations indique dans quelle mesure la demande intérieure est satisfaite au moyen d'importations M (*i.e.* $M/(Y-X+M)$).
2. Il s'agit de l'Allemagne, de l'Autriche, du Canada, de la Corée, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Finlande, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Suède.

Source : OCDE (2005a).

... et la mondialisation touche maintenant aussi de plus en plus le secteur des services.

Si les produits manufacturés représentent encore la plus grande partie du commerce international, la mondialisation concerne de plus en plus l'IDE et les échanges de services. La délocalisation des services s'est sensiblement accentuée dans tous les pays de l'OCDE, favorisée par la libéralisation des secteurs de services et les avancées technologiques (Graphique 4). Les progrès réalisées en matière de technologie, la normalisation, le développement des infrastructures et la diminution des coûts de transmission des données sont autant de facteurs qui ont facilité l'externalisation de services à l'étranger. Les avancées rapides observées dans le domaine des TIC ont également renforcé l'« échangeabilité » de nombreuses activités de service et donné naissance à de nouveaux types de services pouvant faire l'objet d'échanges internationaux. Ainsi, des « activités de la connaissance » telles que les travaux de saisie de données et de traitement de l'information, ainsi que les services de recherche et de conseil, peuvent aisément être réalisés via Internet et par courrier électronique, ainsi que par téléconférence ou vidéoconférence.

Graphique 4. Délocalisation/externalisation¹ à l'étranger des services marchands, en 1995 et en 2000



Notes :

1. Délocalisation/externalisation est calculée comme la part des produits intermédiaires importés du total des intermédiaires non-énergétiques.

2. Australie : 1995 et 1999 ; Canada : 1997 et 2000 ; Grèce : 1995 et 1999 ; Hongrie : 1998 et 2000 ; Norvège : 1995 et 2001 ; Portugal : 1995 et 1999.

Source : OCDE (2007).

Le rôle clé des multinationales

La flexibilité des entreprises multinationales

Le développement de l'externalisation internationale passe par l'approvisionnement des entreprises en produits intermédiaires à l'étranger, soit auprès de fournisseurs indépendants, soit au sein même des entreprises. Dans ces chaînes de valeur mondiales, les entreprises multinationales jouent un rôle de premier plan, dans la mesure où leur envergure mondiale leur permet de coordonner des activités de production et de distribution disséminées dans de nombreux pays, et de recentrer leurs activités en fonction de l'évolution de la demande et des coûts. Sur fond de forte progression de l'IDE, les filiales étrangères ont acquis une importance grandissante dans leurs pays d'accueil, où leur poids relatif ne cesse d'augmenter en termes de chiffre d'affaires, de valeur ajoutée, d'emploi et de recherche-développement (Graphique 5). L'importance actuelle des multinationales dans l'économie mondiale est liée aux atouts dont elles disposent concernant divers actifs fondés sur le savoir, tels que l'encadrement et la propriété intellectuelle, qui leur permettent de tirer parti des possibilités qui s'offrent à elles sur les marchés étrangers en y créant des filiales.

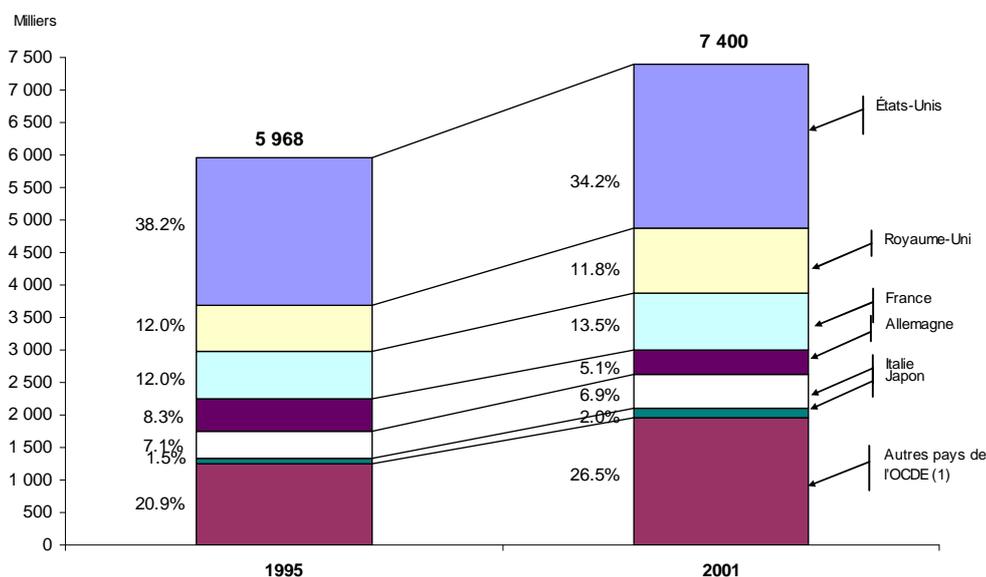
Ces filiales sous contrôle étranger jouent non seulement un rôle de fournisseur sur les marchés locaux dans le pays d'accueil, mais elles sont devenues en outre des maillons essentiels dans les chaînes de valeur mondiales, dans la mesure où elles approvisionnent d'autres marchés (voisins) et fournissent des produits intermédiaires à d'autres sociétés affiliées à la multinationale dont elles font partie. Les échanges transfrontières entre les multinationales et leurs filiales, souvent qualifiés d'échanges intragroupe, représentent une forte proportion des échanges internationaux de biens. Une part croissante de ces flux commerciaux intragroupe correspond aux exportations et importations de filiales étrangères qui fabriquent (en tout ou partie) des produits destinés à d'autres marchés. Ces échanges intragroupe pèsent de plus en plus sur l'interprétation des statistiques de balance commerciale : ainsi, une partie du déficit commercial des États-Unis avec la Chine au titre des produits TIC est liée aux importations intragroupe de filiales d'entreprises américaines.

De nouveaux défis à relever et de nouvelles chances à saisir pour les petites et moyennes entreprises (PME)

Le développement des chaînes de valeur mondiales offre également de nouvelles possibilités aux PME, en leur permettant de trouver des débouchés supplémentaires à l'étranger, même si l'accès aux marchés internationaux est souvent difficile pour les petites et moyennes entreprises. Parallèlement à cet élargissement du champ des possibilités qui leur sont offertes, les PME doivent relever des défis majeurs en termes de gestion, de financement et de capacité à améliorer et protéger leurs technologies. Les fournisseurs se voient souvent confier davantage de responsabilités dans la chaîne de valeur, et sont chargés de tâches de plus en plus complexes. Les PME se sentent de plus en plus contraintes à fusionner, afin de pouvoir atteindre la masse critique nécessaire pour mener leur R-D, assurer la formation de leur personnel, contrôler les entreprises situées en amont de la chaîne et satisfaire les exigences auxquelles elles sont soumises en termes de normes et de qualité.

Graphique 5. Évolution de l'emploi des filiales étrangères dans certains pays membres de l'OCDE

a) Secteur manufacturier, en milliers de personnes, 1995-2001



b) Services, en pourcentage de l'emploi total, 1995-2002³



1. Cette catégorie comprend la Finlande, la Hongrie, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Suède et la Turquie.

2. S'agissant des États-Unis, les données relatives aux filiales étrangères sont ventilées par secteur de vente pour être comparables avec les totaux nationaux.

3. 1995-2001 pour l'Autriche, Finlande et France ; 1996-2002 pour la Belgique et Portugal ; 1997-2002 pour les États-Unis ; 1998-2002 pour la Hongrie et la Pologne ; 1997-2001 pour les Pays-Bas ; 1997-2000 pour la Suède.

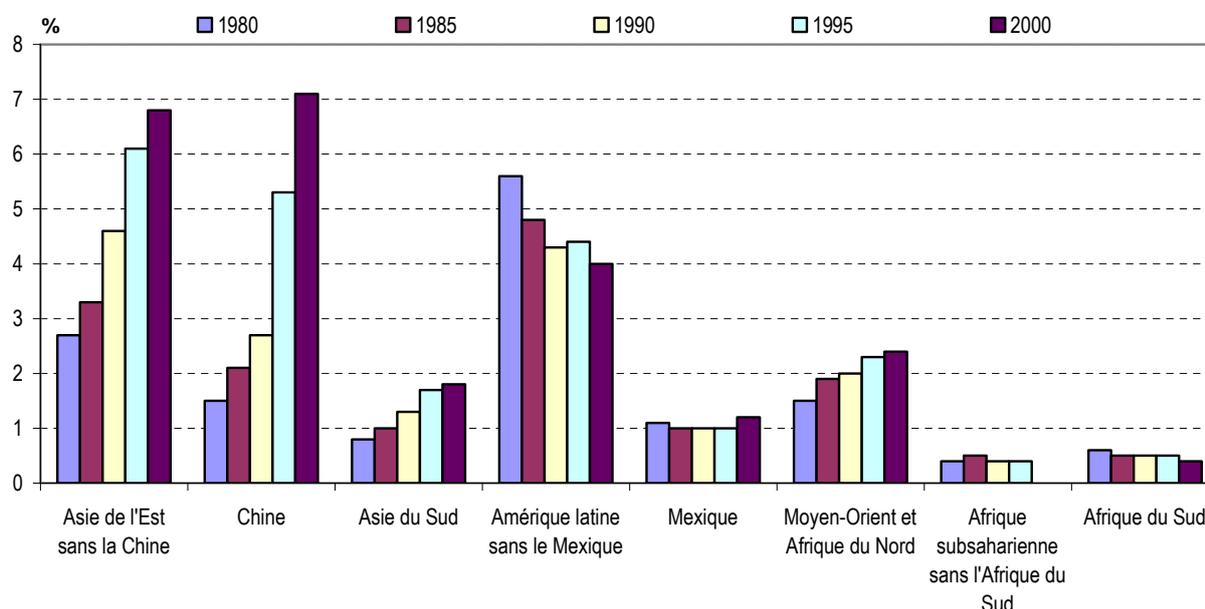
Source : OCDE (2005a).

De nouveaux pôles de croissance économique

Certains pays non membres de l'OCDE sont devenus des acteurs de premier plan

Le développement des chaînes de valeur mondiales observé ces dernières années est également lié à l'intégration croissante de certains pays en développement dans l'économie mondiale. Bien que les pays de l'OCDE dominent toujours le secteur manufacturier au niveau mondial, dont ils représentaient près de 80 % de la valeur ajoutée (aux prix du marché) en 2002, la production manufacturière a sensiblement augmenté dans certaines économies non membres de l'Organisation et devrait continuer à progresser dans un avenir proche (Graphique 6). La Chine, en particulier, a enregistré des taux de croissance très élevés en matière d'exportations de produits manufacturés et a récemment dépassé le Japon pour se hisser au rang de troisième puissance commerciale mondiale, derrière les États-Unis et l'Allemagne. La Chine est devenue un partenaire commercial essentiel pour la plupart des pays de l'OCDE, et ses parts de marché à l'exportation vers les économies de l'OCDE se sont sensiblement accrues (Tableau 1).

Graphique 6. Poids relatif des principales régions en développement dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier au niveau mondial



Sources : ONUDI (2004) dans OCDE (2006a).

Tableau 1. Part de marché de la Chine dans diverses économies de grande taille (en pourcentage des importations totales de l'économie considérée)

Partenaire	1990	2000	2001	2002	2003	2004
Japon	5.2	14.5	16.6	18.3	19.7	20.8
États-Unis	3.1	8.6	9.3	11.1	12.5	13.8
Corée	2.1	8.1	9.5	11.6	12.4	13.4
Australie	2.7	7.9	9.0	10.3	11.3	13.0
UE 15	2.5	6.2	6.8	7.7	9.1	10.7
Nouvelle-Zélande	1.2	6.3	7.0	8.0	9.0	10.2
Canada	1.0	3.2	3.7	4.6	5.5	6.8
Russie*	1.6	2.1	3.9	5.7	5.7	6.3
Mexique	0.8	1.7	2.4	3.7	5.5	n.d.
Turquie	1.1	2.4	2.3	2.7	3.9	4.8

Note: *Pour la Russie, le pourcentage indiqué pour 1990 correspond en réalité à l'année 1996.

Sources : Base de données statistiques des Nations Unies sur le commerce des marchandises (COMTRADE) ; données concernant l'UE tirées des Statistiques du commerce international de l'OCDE, dans OCDE (2006b).

La montée en puissance de la Chine transparaît également dans les données récentes sur l'IDE, puisque les entrées d'IDE dans ce pays ont été estimées à 72 milliards USD en 2005, plaçant la Chine au premier rang des bénéficiaires d'IDE parmi les économies en développement, même si une partie de ces flux sont liés à des investissements intra-chinois passant par Hong Kong (Chine). Elle est malgré tout devancée par tous les pays de l'OCDE, sauf un, en termes d'entrées d'IDE par habitant, ce qui laisse à penser que le volume d'investissements directs étrangers en Chine devrait probablement continuer à augmenter.

Les chaînes de valeur mondiales ne fonctionnent pas uniquement dans le sens Nord-Sud, mais bien à double sens

Malgré l'importance grandissante des pays émergents, les échanges commerciaux et les flux d'IDE des pays de l'OCDE restent largement concentrés sur le groupe des pays développés, ce qui tend à indiquer que la mondialisation des chaînes de valeur n'est pas essentiellement un phénomène Nord-Sud. En 2004, près de 78 % de la totalité des exportations de produits manufacturés des pays de l'OCDE étaient destinées à d'autres pays membres de l'Organisation, tandis que 75 % des importations de produits manufacturés à destination des économies de l'OCDE provenaient d'autres membres de l'Organisation. Par ailleurs, la mondialisation est également un processus à double sens, dans la mesure où il existe des courants d'échange et des flux d'IDE entre économies membres et non membres de l'OCDE dans les deux directions. Si les exportations de produits manufacturés des pays émergents ont augmenté rapidement, tel a également été le cas des importations correspondantes de ces pays, compte tenu du développement de leurs marchés intérieurs et de l'augmentation de leur demande de produits intermédiaires. Les statistiques d'IDE montrent que les pays en développement commencent à investir à l'étranger, même si le niveau de ces investissements extérieurs reste modeste.

Les effets de la mondialisation sur l'emploi

Un débat complexe

Les préoccupations relatives aux incidences de la mondialisation sur l'emploi sont légion dans de nombreux pays de l'OCDE, et sont presque exclusivement centrées sur les possibles conséquences de l'externalisation et de l'implantation d'activités à l'étranger. Souvent, dans l'esprit du public, ces implantations, notamment lorsqu'il s'agit de délocalisations, sont synonymes d'« exportation d'emplois » et se traduisent directement par des déperditions pour le pays et sa main-d'œuvre. La mondialisation des chaînes de valeur a néanmoins d'autres conséquences pour la performance économique : à des niveaux variables selon l'activité, la région et la catégorie sociale, elle touche certes l'emploi, mais aussi la croissance de la productivité, les prix et les salaires. De manière générale, le processus de mondialisation a des effets multiformes et multidirectionnels : positifs (ses avantages) et négatifs (ses coûts) ; dispersés et concentrés ; à court et à long terme. Mais ce sont souvent ses coûts visibles et immédiats qui retiennent le plus l'attention, car ils sont bien plus faciles à mesurer que ses avantages directs et indirects à long terme.

Des répercussions à court terme sur l'emploi importantes en termes absolus, mais modestes en termes relatifs

Les préoccupations relatives aux pertes d'emplois ne se cantonnent pas au secteur manufacturier : la délocalisation de services peut elle aussi toucher les postes d'un secteur des services jusqu'alors assez souvent protégé de la concurrence internationale. L'Inde, notamment, se spécialise dans les services des TIC et liés aux TIC. La délocalisation de services a par ailleurs des incidences non seulement sur les emplois manufacturiers peu qualifiés, mais aussi sur des emplois très qualifiés des services. Quelques études ont fourni des estimations des emplois (potentiellement) perdus à cause de délocalisations et de partages de la production au plan international. Plusieurs d'entre elles ont conclu à des pertes élevées en valeur absolue, mais aussi à un impact relativement faible au regard des mouvements globaux du marché du travail.

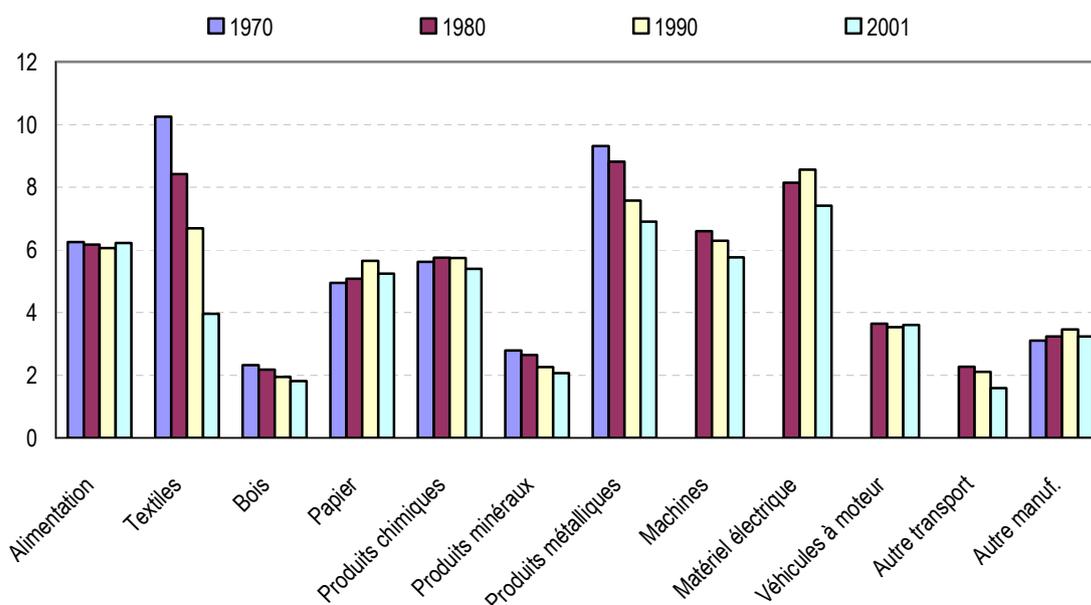
De surcroît, certaines pertes d'emplois peuvent être imputées à des améliorations de la productivité et à l'évolution technologique – qui ne sont pas nécessairement liées aux délocalisations. Ces dernières peuvent même, en fait, contribuer à préserver des emplois, car elles permettent aux entreprises de privilégier leur cœur de métier. En transférant à l'étranger la partie du processus de production qui réclame la plus forte intensité de main-d'œuvre, certaines entreprises sont en mesure d'étoffer sur le territoire national des activités dont la valeur ajoutée et l'intensité de qualification sont plus fortes.

La mondialisation affecte principalement certains groupes de travailleurs

Selon de récents travaux empiriques, la performance globale à long terme en matière d'emploi n'est pas moindre dans les pays de l'OCDE plus ouverts aux échanges ou affichant une ouverture commerciale plus rapide que dans les autres. L'effet à long terme de la mondialisation semble plus toucher la composition que le niveau de l'emploi. L'intégration commerciale provoque dans la division internationale du travail des changements qui se traduisent par des pertes d'emplois dans certains secteurs (par exemple le secteur manufacturier) consécutives à la disparition ou au dégraissage d'entreprises et de secteurs moins efficaces.

Ce processus peut accabler davantage certaines régions, branches ou catégories de travailleurs, comme par exemple les secteurs fortement exposés à la concurrence internationale qui n'ont pas su s'y adapter (Graphique 7). La mondialisation a un impact disproportionné sur certains types d'emplois et notamment sur les emplois peu qualifiés parfois concentrés dans certaines régions. La spécialisation accrue stimule l'importation de produits à faible intensité de qualification à partir de pays où les salaires sont bas, ce qui génère des pressions sur les salaires ou les emplois des travailleurs peu qualifiés de pays aux salaires plus élevés. De fait, nombre des travailleurs les plus touchés par l'ouverture aux échanges internationaux sont souvent d'un certain âge, moins qualifiés et salariés de longue date dans la même entreprise. Fréquemment, sachant en outre qu'ils sont parfois très spécialisés, ces travailleurs ont plus de mal à se réinsérer dans le marché du travail que d'autres personnes confrontées à la perte de leur emploi. Dans de nombreux pays, le défi pour les pouvoirs publics n'est donc pas tant de soutenir l'emploi global, qui n'est habituellement pas touché par la mondialisation, que de trouver la manière de réinsérer telle ou telle catégorie de travailleurs dans le marché du travail.

Graphique 7. Emploi manufacturier par activité principale, pays du G7, 1970-2001, en millions de travailleurs



Source : Base de données de l'OCDE des indicateurs STAN, dans OCDE (2006a).

Les effets positifs de la mondialisation sur la productivité

La mondialisation a des effets positifs sur la productivité

Si la mondialisation entraîne, à court terme notamment, certaines conséquences négatives pour telle ou telle catégorie, elle a aussi des effets positifs d'importance. Son impact sur la productivité est ainsi notable, car on constate que l'ouverture aux échanges accroît la productivité et, partant, le salaire et le revenu moyens. Différentes études ont montré que les pays plus ouverts affichaient le plus souvent une croissance plus rapide, ainsi que des niveaux de revenu supérieurs. Selon des estimations de l'étude de l'OCDE sur la croissance, au niveau macroéconomique, une augmentation de l'ouverture commerciale de dix points de pourcentage se traduit à terme par une hausse du revenu par habitant de 4 % dans la zone OCDE.

Bien souvent, les gains tirés des échanges proviennent de l'exploitation d'avantages concurrentiels et d'économies d'échelle. Au lieu de produire un bien ou un service donné, un pays peut indirectement profiter davantage de l'exportation de biens et services pour lesquels il détient un avantage concurrentiel. Le commerce international ouvre les marchés étrangers pour les biens et services que le pays d'origine est à même de produire de la manière la plus efficiente. En outre, l'élargissement des marchés dû aux échanges internationaux peut permettre aux entreprises de tirer parti d'économies d'échelle, qui sont inexistantes lorsque la commercialisation se limite au marché national, et contribuer ainsi à la baisse des coûts. Simultanément, le commerce international entraîne en général une baisse des prix des biens et services importés (finaux et intermédiaires), et accroît la diversité et la qualité des produits dans le pays d'origine. Les marchés élargis par les échanges internationaux autorisent aussi une plus forte division du travail par-delà les frontières et peuvent accueillir une palette plus large de firmes spécialisées. L'accès à des intrants de meilleure qualité, meilleur marché et plus diversifiés contribue à améliorer la productivité des entreprises qui les incorporent à leurs produits et services.

Des gains statiques et dynamiques

Outre ces gains statiques standard, la mondialisation peut aussi produire des gains dynamiques, c'est-à-dire concernant non seulement le niveau de productivité, mais aussi sa croissance à long terme. Généralement, ces gains dynamiques se manifestent plus lentement dans le temps et sont difficiles à mesurer. Des analyses récentes montrent néanmoins qu'ils peuvent s'avérer bien plus importants que les gains statiques imputables aux échanges internationaux. Par exemple, l'externalisation et la délocalisation d'activités moins efficaces au profit d'autres producteurs plus efficaces peuvent augmenter la productivité de l'entreprise initiale. De plus, l'accès à un marché où la concurrence est mondiale peut contraindre les entreprises à s'engager davantage dans des activités innovantes. Une telle pression peut se faire jour lorsque l'entreprise exporte, exploite un marché exposé aux importations ou subit la concurrence de filiales étrangères d'entreprises multinationales. De plus, la mondialisation ouvre largement la voie à des flux technologiques étrangers porteurs d'innovations non négligeables. Ces technologies étrangères représentent d'ailleurs, dans la majorité des pays (et notamment les petits pays), la plus grosse part de la hausse de la productivité.

Ces gains dépendent aussi de la rapidité et de l'ampleur de la réaffectation des ressources aux secteurs et aux activités dans lesquels les pays détiennent un avantage concurrentiel. Lorsque les entreprises procèdent à ces réaffectations en délaissant des activités à moindre valeur ajoutée au profit d'activités à plus forte valeur ajoutée (ou en les transférant à l'étranger), la croissance de la productivité de leur pays augmente. Cela accroît non seulement les revenus réels et la richesse, mais contribue aussi, à la création d'emplois dans d'autres pans de l'économie, en aidant les entreprises à rester bénéficiaires et en préservant ou en augmentant l'emploi dans le pays d'origine. Les entreprises peuvent enfin exploiter les gains d'efficacité tirés des délocalisations pour baisser leurs prix, proposer de meilleurs produits et services ou investir dans des technologies nouvelles.

Contribution des entreprises multinationales à la productivité

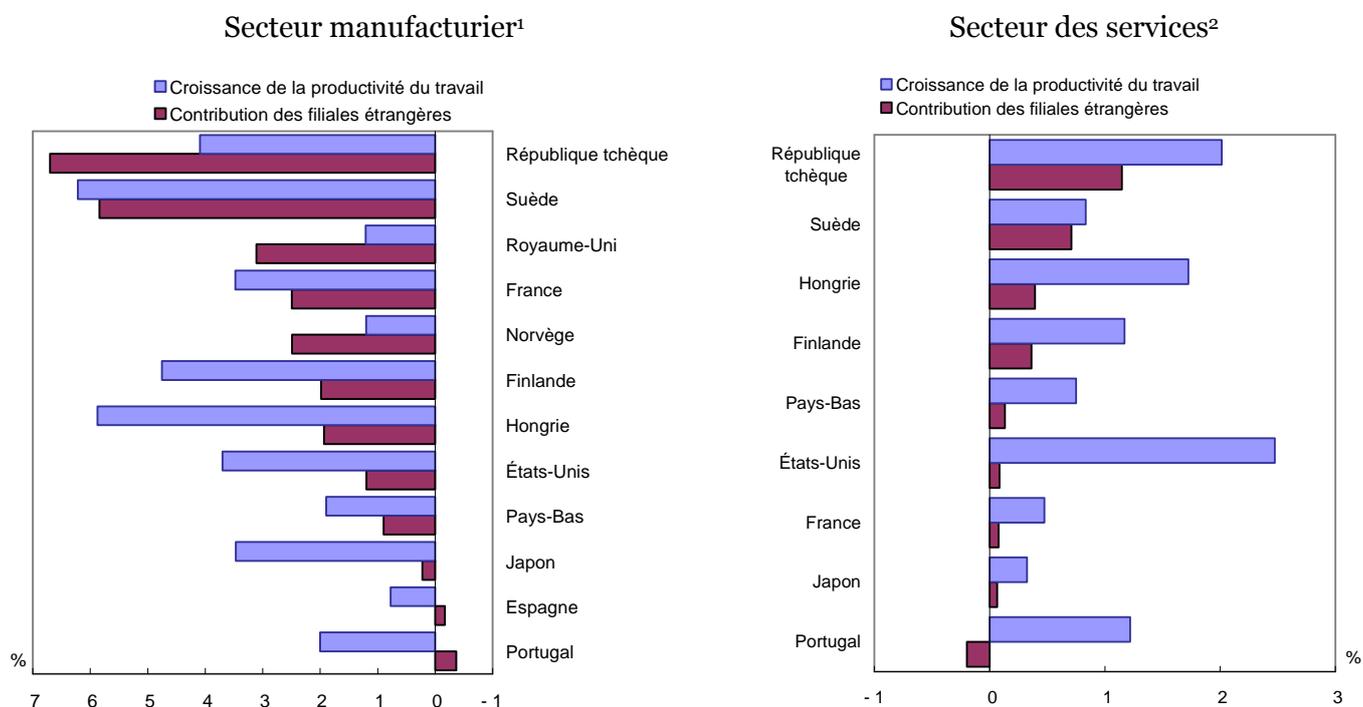
Le rôle clé que jouent les entreprises multinationales dans le processus de mondialisation en cours peut susciter d'autres effets positifs pour les économies des pays d'origine qui affichent, bien souvent, des performances de bon aloi dues à leur utilisation de méthodes de production plus avancées, à leur réseau international de fournisseurs, clients et sous-traitants et à des actifs immatériels sources de création de valeur. Comme les filiales étrangères de multinationales ont en moyenne une main-d'œuvre plus productive que l'entreprise nationale moyenne, la productivité du pays d'origine profite de leur présence. Les filiales étrangères semblent aussi mieux parvenir que les entreprises nationales à rehausser le niveau de leur productivité (Graphique 8). Elles sont en outre souvent d'un meilleur niveau technologique et donc, plus à même d'avoir des répercussions de nature technologique.

La présence d'entreprises multinationales influe aussi de manière indirecte sur la productivité des pays d'origine. Les entrées d'IDE peuvent ainsi stimuler la concurrence intérieure et s'y traduire, en fin de compte, par une meilleure productivité, des prix plus bas et une affectation plus efficiente des ressources. Les transferts de technologies sont peut-être le premier vecteur d'externalités positives pour la productivité globale imputables aux entreprises étrangères implantées localement. Les nombreuses interactions entre filiales étrangères et entreprises nationales peuvent aussi susciter des transferts de technologie et de savoir. Il se peut enfin que les multinationales aient un effet positif sur la productivité des pays d'accueil, grâce à une offre de formation continue potentiellement plus affirmée.

Les effets de la mondialisation sur la productivité dépassent la sphère des entreprises multinationales

Les entreprises multinationales ne sont pas les seules à tirer parti de l'internationalisation. Maintes études ont corroboré le fait que toute entreprise impliquée à l'international par le biais d'exportations, d'importations ou de filiales, par exemple, tendait à afficher une productivité plus élevée. Les exportations et les investissements directs à l'étranger peuvent fournir à leurs auteurs des informations utiles susceptibles de les aider à renforcer cette productivité. Les délocalisations sont une forme particulière d'implication mondiale qui paraît bénéfique pour la productivité des entreprises.

Graphique 8. Contribution moyenne des filiales étrangères à la croissance annuelle de la productivité, 1995-2001



Notes :

1. Ou année disponible la plus proche : République tchèque 1997-2002 ; Royaume-Uni 1995-1999 ; Finlande 1995-2002 ; Hongrie 1996-2002 ; Espagne 1999-2001 et Portugal 1996-2002.

2. Ou année disponible la plus proche : République tchèque 1995-2002 ; Suède 1997-2000 ; Hongrie 1998-2002 ; Pays-Bas 1997-2001 ; Japon 1997-2000 et Portugal 1996-2002.

Source : OCDE (2005b).

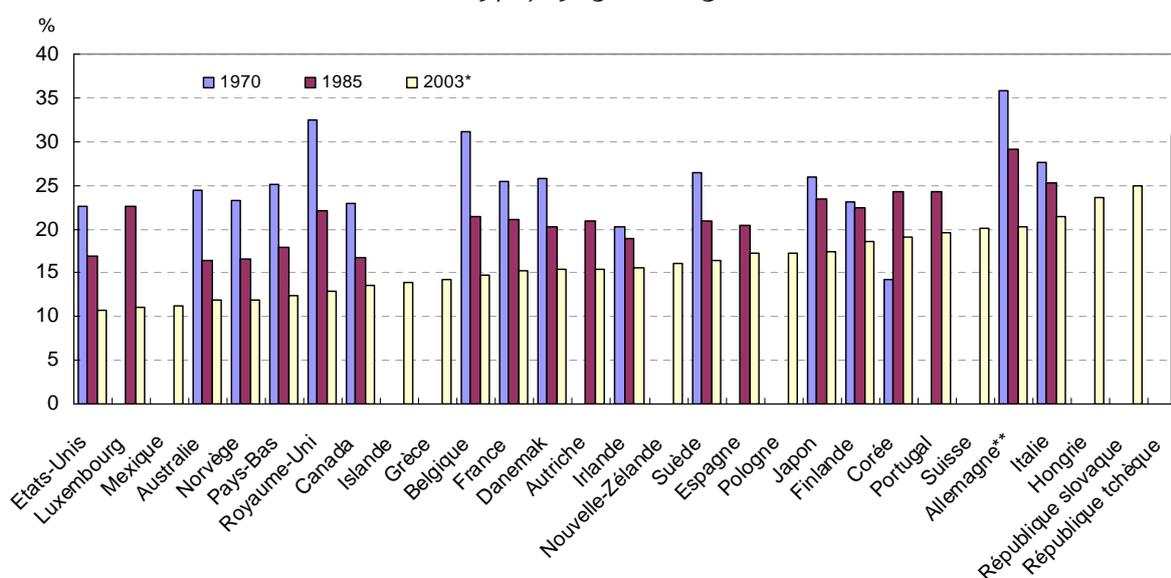
L'évolution structurelle vers une économie de la connaissance

Mondialisation, désindustrialisation et économie de la connaissance

Comme elle modifie l'affectation productive dans un nombre croissant de pays, la mondialisation a des répercussions importantes sur leur structure et leur dynamique industrielles. L'intégration de nouveaux acteurs au concert économique mondial remet en question les avantages concurrentiels établis et la compétitivité des pays, les contraignant ainsi à se mettre en quête d'activités nouvelles où ils pourront exceller et se confronter à la concurrence. L'évolution principale consiste à progresser au sein de la chaîne de valeur et à se spécialiser davantage dans des activités à forte intensité de savoir et valeur ajoutée. Pour la plupart des pays développés, la spécialisation dans des branches et des activités plus traditionnelles basées sur les coûts n'est plus une solution viable.

Ce processus touche d'abord le secteur manufacturier et s'est accompagné, dans la majorité des pays de l'OCDE, d'une désindustrialisation (Graphique 9). Celle-ci découle d'une évolution rapide de la productivité manufacturière et d'un glissement de la demande vers les services. La mondialisation n'a joué à cet égard qu'un rôle restreint dans certains pays et secteurs car, stimulant la concurrence, elle a suscité des améliorations technologiques et une croissance de la productivité, tout en rendant certaines activités (à forte intensité de main-d'œuvre) non rentables dans les pays aux salaires plus élevés. Les faits montrent qu'un quart seulement de la récente désindustrialisation des États-Unis et de l'UE peut s'expliquer par leur ouverture croissante au monde.

Graphique 9. Part du secteur manufacturier dans l'emploi total, 1970, 1985 et 2003*



Notes :

*Les données se rapportent à 2001 pour l'Australie; 2002 pour la France, la Pologne et la Suisse.

**Avant 1991, Allemagne désigne l'Allemagne de l'Ouest.

Source : Base de données de l'OCDE des indicateurs STAN (2006a).

Le processus actuel de désindustrialisation s'accompagne aussi d'une délimitation moins marquée entre production manufacturière et services, les interactions entre les deux secteurs se multipliant et les services devenant de plus en plus échangeables. À titre d'illustration, une part croissante des revenus des entreprises manufacturières provient de prestations de services.

La progression des pays de l'OCDE dans la chaîne de valeur est-elle leur réponse à la mondialisation ?

Si les pays développés veulent rester concurrentiels dans le concert économique mondial, ils vont devoir recourir davantage à leurs connaissances, leur technologie et leurs actifs immatériels. Les investissements cognitifs sont par conséquent un facteur crucial de la poursuite de la croissance économique, de la création d'emplois et de l'amélioration du niveau de vie. Ces investissements ont d'ailleurs progressé ces dernières années dans tous les pays de l'OCDE. Simultanément, la majorité de ces derniers s'oriente vers des activités manufacturières à plus forte intensité technologique et des services à forte intensité de savoir. Cette évolution s'observe aussi dans des secteurs à la composante technologique moins affirmée, comme le montrent les taux de croissance élevés de leur productivité et la hausse de leur intensité de R-D.

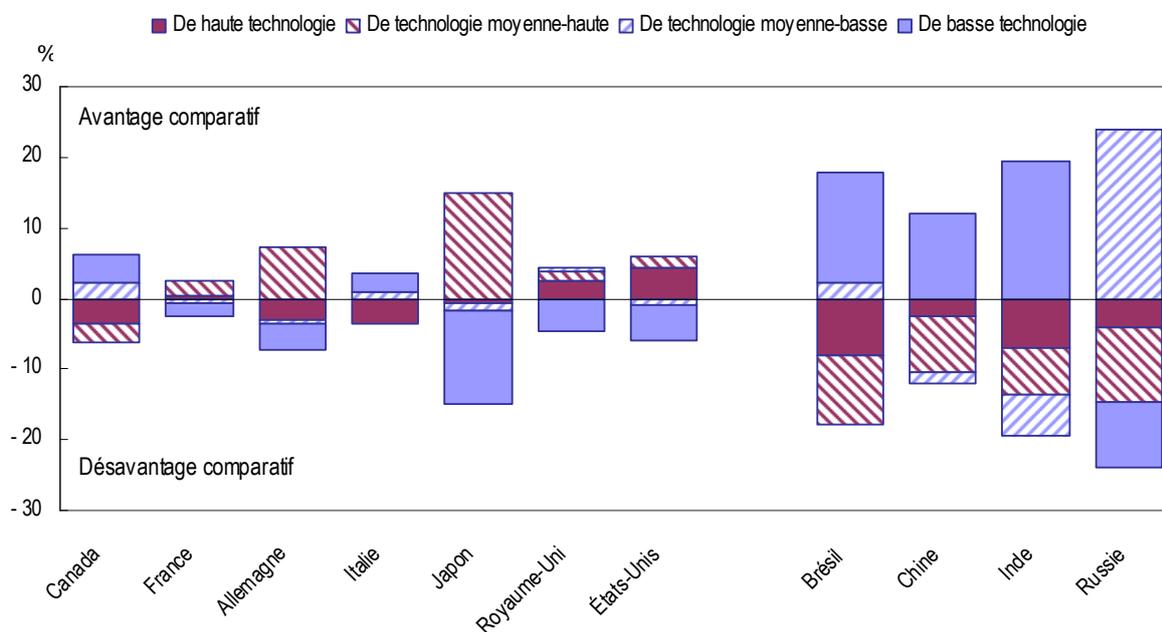
Les flux commerciaux reflètent eux aussi le passage à une économie davantage fondée sur le savoir. Au sein de la zone OCDE, les échanges dans les secteurs de haute technologie et de technologie moyenne-haute ont progressé plus vite que les échanges manufacturiers globaux. Les secteurs de haute technologie sont les secteurs manufacturiers les plus dynamiques et représentent un quart environ de l'ensemble des échanges de la zone OCDE. Les indicateurs relatifs à la contribution des différents secteurs aux balances commerciales nationales montrent toutefois que seuls quelques pays de l'OCDE sont spécialisés dans les secteurs manufacturiers de haute technologie. Un nombre considérable de pays de l'OCDE détient toujours un solide avantage comparatif dans les secteurs de technologie moyenne-basse et basse (Graphique 10).

La progression des pays non membres de l'OCDE dans la chaîne de valeur : le défi chinois

La participation accrue de pays non membres de l'OCDE à l'activité de secteurs de haute technologie crée de nouveaux défis pour les pays de l'OCDE (Graphique 11). La Chine en particulier progresse le long de la chaîne de valeur et semble ainsi concurrencer directement certains d'entre eux. Au cours de la dernière décennie, les technologies importées via l'IDE ont transformé les échanges internationaux chinois en diversifiant leur ventilation par catégories de produits, sortant des secteurs traditionnels pour s'aventurer dans des secteurs à plus forte intensité technologique. Ce ne sont toutefois pas les exportations de haute technologie qui forment l'excédent commercial chinois, mais encore celles de produits à teneur technologique moindre (jouets, textiles, chaussures). La forte croissance des exportations chinoises de biens électroniques plus élaborés techniquement, de meubles et de prestations de transport est étroitement liée à la hausse des importations de pièces et de composants par la Chine.

Graphique 10. Contribution à la balance commerciale manufacturière, G7 et pays BRIC, 2003

En pourcentage de l'ensemble des échanges manufacturiers

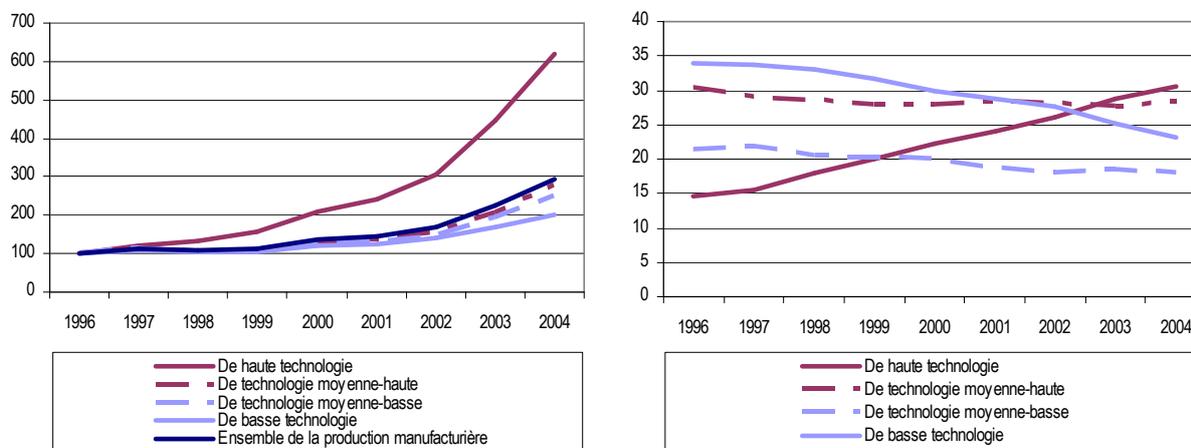


Note: La « contribution à la balance commerciale » est la différence entre : $(X_i - M_i) - (X - M) \frac{(X_i + M_i)}{(X + M)}$
 où $(X_i - M_i)$ est la balance commerciale sectorielle observée, et $(X - M) \frac{(X_i + M_i)}{(X + M)}$ = la balance commerciale théorique.

Si aucun secteur i ne détenait d'avantage ni de désavantage comparatif, la balance commerciale totale d'un pays (excédentaire ou déficitaire) serait répartie entre les secteurs selon leur part dans l'ensemble des échanges. Toute valeur positive pour un secteur donné dénote un excédent structurel, et toute valeur négative un déficit structurel.

Source : OCDE (2007).

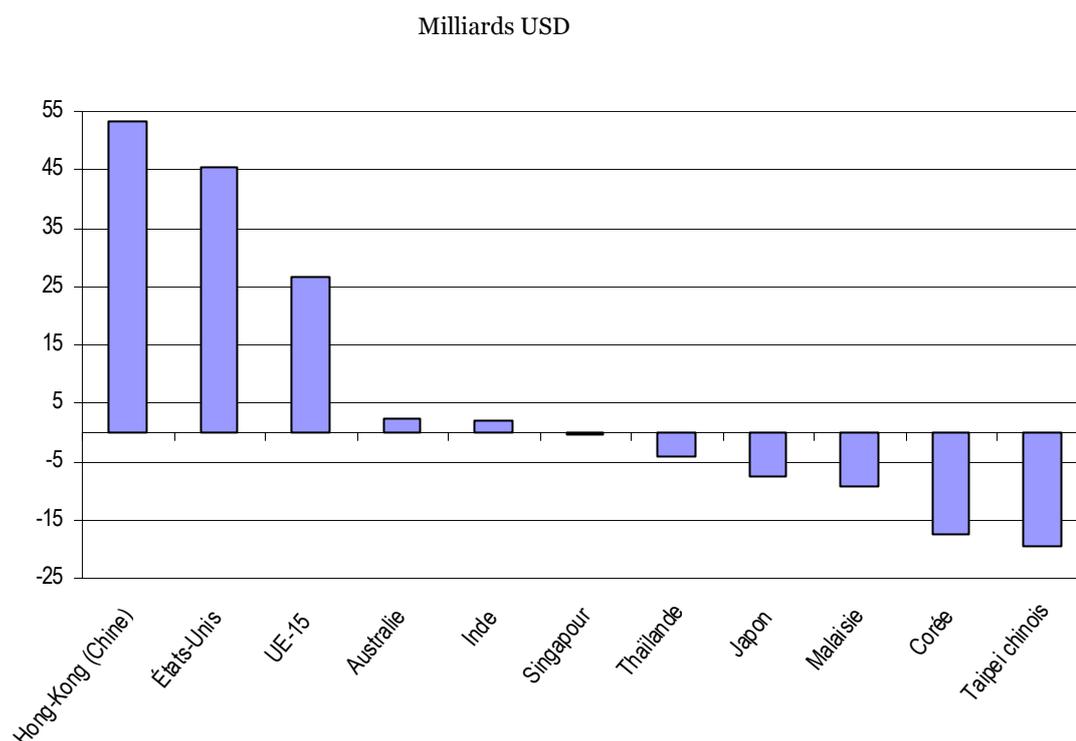
Graphique 11. Croissance et structure des échanges manufacturiers des pays BRIC selon l'intensité technologique, 1996-2004



Source : OCDE (2007).

La libéralisation des échanges a facilité une plus forte participation du pays aux réseaux productifs internationaux et une intégration plus étroite avec des partenaires commerciaux notamment asiatiques. Des entreprises de Hong-Kong (Chine), du Taipei chinois, du Japon, de Corée du Sud et d'autres économies asiatiques ont délocalisé leurs industries à forte intensité de main-d'œuvre en Chine continentale, tandis que des sociétés des États-Unis et d'Europe ayant des activités dans les économies asiatiques nouvellement industrialisées déplaçaient leur bras opérationnel en Chine. Par conséquent, un triangle commercial s'est formé avec le Japon et d'autres économies nouvellement industrialisées, qui exportent des capitaux et des biens intermédiaires élaborés (pièces détachées, composants) vers des pays moins développés tels que la Chine, lesquels les utilisent pour leurs exportations à destination des États-Unis, de l'Europe et, bouclant la boucle, de pays asiatiques nouvellement industrialisés. Grâce à ce processus, les économies asiatiques plus développées ont pu plus facilement progresser dans la chaîne de valeur et se spécialiser dans des activités à plus forte valeur ajoutée. Les balances commerciales de la Chine en matière de biens des TIC illustrent très bien cette triangulation : la Chine affiche des excédents commerciaux avec les États-Unis et l'UE-15, et des déficits commerciaux avec la plupart des pays de l'ANASE (Graphique 12). Il importe donc de savoir si la Chine se contente d'assembler des composants ou si des éléments indiquent que le pays a créé une valeur ajoutée dans des secteurs tels que celui des TIC.

Graphique 12. Balance commerciale de la Chine pour les biens des TIC, 2005*



Note :

* UE-15 et Taipei chinois : données de 2004.

Source : Base de données ITS de l'OCDE.

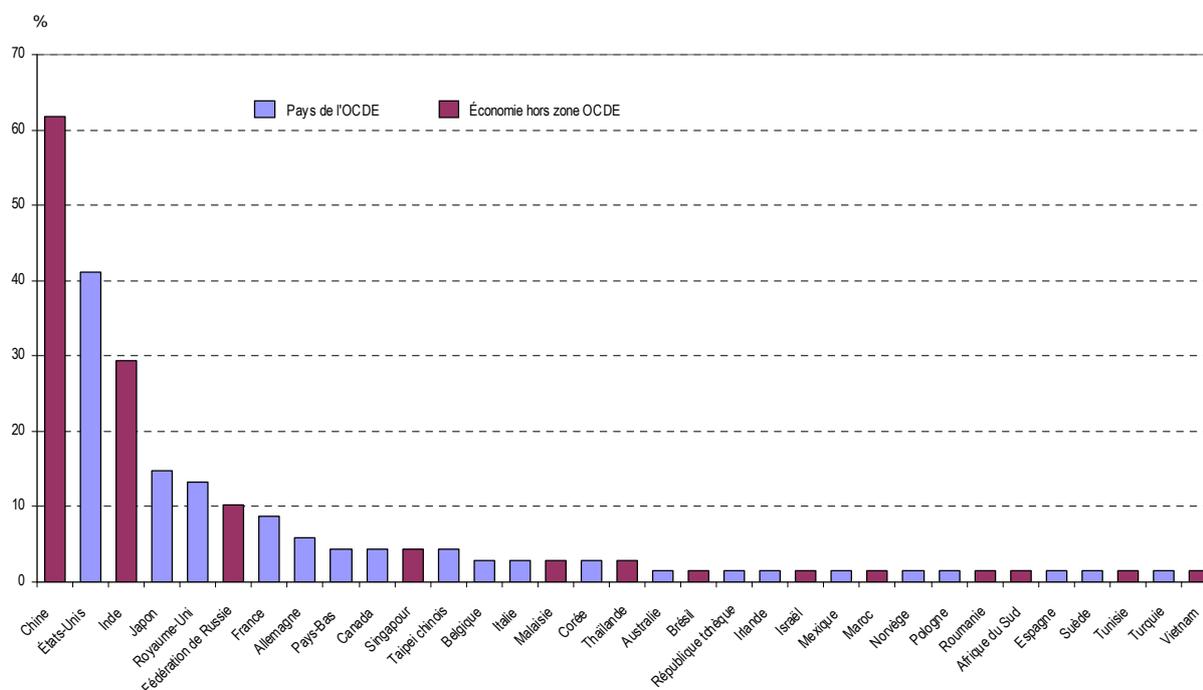
Autres questions importantes : combien de temps durera cette spécialisation dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre, et la Chine développera-t-elle ses propres capacités technologiques ? Jusqu'à la fin des années 90, elle s'est largement reposée sur les capitaux étrangers et les technologies étrangères inhérentes aux importations de haute technologie – une stratégie qui semble n'avoir eu que de faibles retombées et avantages technologiques pour l'économie locale. En outre, compte tenu de la population encore très forte (plus de 100 millions d'individus) d'ouvriers agricoles peu qualifiés susceptibles de passer dans le secteur manufacturier au cours des prochaines décennies, il est probable que l'avantage comparatif de la Chine demeure pendant quelques années lié à des activités et des produits à forte intensité de main-d'œuvre. La Chine a toutefois récemment appliqué une nouvelle politique privilégiant le développement d'une capacité nationale d'innovation. Cette stratégie l'a conduite à gonfler ses dépenses de R-D et à étoffer sa population de chercheurs, mais ne lui permet pas encore de signer de meilleures performances à l'aune de nombreux indicateurs technologiques.

L'internationalisation de la R-D crée de nouvelles pressions concurrentielles pour les pays de l'OCDE

À la suite des transferts à l'étranger d'activités manufacturières et de services, des fonctions d'entreprise hautement qualifiées, telles que la R-D, ne semblent plus à l'abri d'externalisations et de délocalisations. Cette évolution a nourri des inquiétudes quant à l'avenir de la base cognitive nationale et à d'éventuelles répercussions sur la compétitivité, même si la multiplication des liens internationaux de R-D est susceptible de favoriser des changements technologiques accélérés et une diffusion plus large, dans le monde entier, des avancées technologiques. Les multinationales centrant leur stratégie sur un approvisionnement technologique mondial, leurs investissements de R-D à l'étranger ont fortement progressé. Ils permettent notamment de créer des réseaux mondiaux de R-D répartie, afin d'exploiter les savoirs locaux et de susciter des gisements de nouvelles technologies. Si l'internationalisation de la R-D se limite encore majoritairement à la zone OCDE, les pays en développement attirent de plus en plus des centres de R-D, qui demeurent encore assez petits, certes, à l'échelle mondiale (Graphique 13). Ces dernières années, on a pu noter de fortes hausses des investissements étrangers de R-D en Asie, notamment en Chine et en Inde. Cette évolution devrait se poursuivre dans une certaine mesure, car ces pays offrent à la fois des salaires relativement peu élevés et un bon système éducatif, qui alimente un vaste réservoir de chercheurs bien formés.

Graphique 13. Destinations étrangères les plus attrayantes pour la R-D :
enquête de la CNUCED

% de réponses



Source : CNUCED (2005) dans OCDE (2006d).

Conséquences pour l'action publique

Progresser le long de la chaîne de valeur : élaborer une stratégie pour l'innovation

La mondialisation des chaînes de valeur est synonyme pour les pays de l'OCDE de sérieuses difficultés d'action publique, car elle crée à la fois des débouchés et des défis nouveaux. L'un de ces défis concerne la façon de poursuivre la progression dans la chaîne de valeur, afin d'être en mesure de lutter et de prospérer économiquement dans le concert concurrentiel mondial. Il semble évident que certains domaines d'activité, comme par exemple la production à faible contenu technologique, perdront de l'importance dans la zone OCDE, dans la mesure où des économies à salaires inférieurs (Chine, Inde, etc.) consolident actuellement une stature concurrentielle certaine. Certaines de ces activités se caractérisent aussi par une croissance rapide de la productivité et une progression lente de la demande, qui réduisent les perspectives mondiales de croissance de l'emploi. L'ouverture aux échanges et le bon fonctionnement des marchés sont des aspects essentiels de l'évolution en cours : ils contribueront à déplacer vers des entreprises performantes les ressources d'entreprises et de branches devenues incapables de lutter sur le marché mondial.

Progresser dans la chaîne de valeur suppose de changer, d'innover et d'augmenter sa productivité sans cesse. Les produits et services aujourd'hui considérés comme les plus novateurs et expérimentaux seront un jour des produits que maintes entreprises pourront fabriquer n'importe où. Les économies développées ne peuvent croître qu'en inventant des technologies neuves, des produits et processus innovants et de nouvelles méthodes de management. Plusieurs lignes d'action peuvent être envisagées pour stimuler et soutenir le processus d'innovation :

- Des **politiques de l'innovation** peuvent contribuer à rehausser le niveau des connaissances et des technologies intégrées à la production et aux exportations, et rendre ainsi la concurrence des pays où les salaires sont inférieurs (et les coûts et la productivité moindres) moins probable sur les marchés concernés. Les politiques visant à renforcer la créativité des entreprises ou à étoffer les actifs immatériels en tant que sources de création de valeur sont étroitement liées à ces politiques de l'innovation.
- **Politiques visant à améliorer les ressources humaines du pays.** Pour devenir plus innovante et plus productive, l'économie peut nécessiter davantage de travailleurs très qualifiés, ou un autre panachage de qualifications. De plus en plus, les tâches productives standard peuvent être assurées par des pays non membres de l'OCDE aux coûts de main-d'œuvre souvent très inférieurs. La mise à niveau de la main-d'œuvre peut épauler un glissement de l'activité économique vers des domaines à plus forte valeur ajoutée susceptibles de ne pas quitter le territoire des pays de l'OCDE. Traiter cette question au moyen d'une politique éducative et de formation suppose de mettre davantage l'accent sur l'apprentissage tout au long de la vie.
- **Politiques en faveur de l'entrepreneuriat et de nouveaux domaines de l'activité économique.** Les politiques peuvent aussi chercher à créer de nouveaux domaines d'activité en stimulant la création d'entreprises et l'entre-

preneuriat, ou encore l'innovation et la technologie dans de nouveaux domaines – par exemple via les marchés publics. Dans les activités susceptibles de bouleverser les marchés et les processus de production, les entreprises de création récente ont une grande importance pour l'innovation.

- **Politiques de filière et efforts locaux ou régionaux.** Les points forts locaux et régionaux représentent aussi un actif important pour la politique économique. Les entreprises internationales et locales peuvent être intéressées par des activités et des compétences tout à fait particulières, qui n'existent que dans certaines régions ou contrées. Ces atouts locaux peuvent être dus à la présence d'établissements scientifiques ou d'enseignement, un patrimoine historique, des ressources naturelles, une localisation géographique, etc. Les politiques de développement de filières, les pôles d'excellence et les politiques régionales peuvent contribuer à exploiter ces points forts.
- **Politiques de renforcement de l'attrait du pays.** Le fait de rendre un pays séduisant pour des activités économiques peut contribuer à attirer les investissements directs étrangers et à stimuler de nouveaux domaines d'activité. Par ailleurs, le fait de bien comprendre les composantes de l'attrait du pays, d'exploiter ses points forts et de traiter ses points faibles dans toute la mesure du possible peut aider à mieux tirer parti du processus de mondialisation.
- **Politiques relatives aux DPI.** Compte tenu des mutations du contexte de l'innovation, il importe de vérifier que la réglementation et les pratiques en vigueur pour protéger la propriété intellectuelle continuent de stimuler l'innovation et de donner accès au savoir, et de s'assurer que, dans certains cas, le contrôle parfois trop tatillon des détenteurs de DPI n'entrave pas la concurrence, ne déséquilibre pas l'usage de la technologie et ne fait pas obstacle à sa diffusion. Une solution peut consister à assortir la réglementation applicable aux DPI de pratiques, d'outils et de réseaux améliorant l'accès au savoir et autorisant des formes plus ouvertes d'innovation. Il reste important, dans ce contexte, d'obtenir un équilibre satisfaisant entre la diffusion technologique et les incitations à innover. On peut par ailleurs œuvrer davantage pour valoriser les DPI, au moyen par exemple de l'octroi de licences.
- **De nouvelles approches pour progresser le long de la chaîne de valeur ?** Ces dernières années ont vu naître un débat sur la nécessité et l'intérêt d'un regain d'action publique découlant des succès remportés par quelques pays en matière de renforcement de leur avantage comparatif dans certains domaines. Les politiques améliorant le fonctionnement des marchés du travail, de produits et de capitaux sont nécessaires ; mais elles ne sont peut-être plus suffisantes pour assurer une progression efficace dans la chaîne de valeur, car les activités nouvelles, risquées et exigeant des investissements importants souffrent plus que les autres des carences des marchés et des externalités. Toutefois, l'expérience de plusieurs pays ayant mené des politiques de soutien industriel de facture classique n'est pas probante. Le débat que connaissent aujourd'hui différents pays de l'OCDE en matière d'action publique a pour objectif de sortir du cadre de ces politiques, en soulignant la nécessité de marchés concurrentiels et en bon état de marche, et de proposer des actions que les pouvoirs publics pourraient prendre afin de renforcer la capacité de lutte des entreprises sur le marché mondial. Parmi ces actions figurent les politiques de l'innovation et de l'entrepreneuriat qui sont devenues le cœur des politiques industrielles du XXI^e siècle.

Aider les individus à s'adapter

La mondialisation et le changement technologique sont deux facteurs de changement structurel qui imposent aux pays de se préoccuper des coûts de l'ajustement tout en tirant parti de l'innovation, de la croissance de la productivité et de la création d'emplois nouveaux. Pour les pays de l'OCDE, l'un des défis à relever est donc la prise en compte de ces forces d'ajustement. Si les pays veulent exploiter les gains potentiels de l'ouverture aux échanges, il leur faut organiser le transfert des facteurs de production (travail compris) aujourd'hui utilisés par des activités économiques avec une efficacité moindre vers des activités dans lesquelles ils jouissent d'un avantage comparatif. L'ampleur et la rapidité du changement structurel détermineront de manière directe à quel point ils profitent de la mondialisation. Mais il peut s'avérer difficile pour les individus de changer d'emploi, de secteur et de région ; parfois, les travailleurs qui perdent leur emploi dans une entreprise appartenant à un secteur soumis à la concurrence des importations supportent de lourds coûts d'ajustement. D'où la nécessité de mener des politiques structurelles complémentaires, dans le but d'aider la main-d'œuvre à délaissier les secteurs à la traîne pour des secteurs plus en pointe, ainsi que des politiques visant à indemniser ceux qui, à court terme, sont les perdants potentiels de la mondialisation.

La mondialisation nécessitant davantage de mobilité, les réglementations de l'emploi devraient subir des réformes lorsqu'elles entravent le changement, les salaires devraient s'adapter aux nouvelles structures économiques et la mobilité géographique devrait être stimulée, afin d'éviter la concentration des difficultés d'ajustement dans certains domaines. Soucieux d'indemniser de manière adaptée ceux qui perdent leur emploi, certains pays sont parvenus à octroyer de généreuses prestations sociales tout en promouvant un rapide retour à l'emploi grâce à de strictes obligations de recherche. S'assurer que tous les travailleurs sont dotés des compétences idoines est par ailleurs essentiel pour réduire les coûts d'ajustement.

Une vision équilibrée des coûts et des avantages de la mondialisation

L'idée que se fait le public de la mondialisation n'est pas toujours positive, en raison peut-être des pertes d'emplois à court terme qui surviennent dans telle ou telle région ou branche et touchent souvent tout particulièrement la main-d'œuvre peu qualifiée. L'équation est la suivante : alors que la mondialisation présente des avantages pour l'économie en général, leur répartition est inégale, et les coûts en termes de pertes d'emplois et de recul des salaires sont plus visibles que les bénéfices retirés sur un plan plus général par les consommateurs. Il peut à cet égard s'avérer utile de présenter un tableau équilibré des avantages et des coûts de la mondialisation, mais le problème de fond reste que celle-ci peut entraîner des coûts très apparents pour une catégorie de la population clairement identifiable, alors même que certains de ses effets positifs peuvent ne se faire sentir qu'ultérieurement et de manière plus diffuse sur un plan sociétal. Une voie prometteuse consisterait à prendre plus directement en compte les coûts de la mondialisation en indemnisant ceux pour qui elle engendre une baisse de revenu à court terme.

Diffuser les effets positifs de la mondialisation

La diffusion des effets positifs de la mondialisation est nécessaire non seulement au sein de la zone OCDE mais aussi, à l'échelle de la planète, entre les pays (développés et en développement). Certains s'inquiètent de voir certaines régions du monde – l'Afrique en particulier – peut-être particulièrement menacées de demeurer à la traîne du processus de mondialisation, et d'autres se soucient de l'impact environnemental potentiel sur les pays en développement d'une mondialisation qui ne faiblit pas. La poursuite de la libéralisation des échanges dans des secteurs où les pays pauvres détiennent un avantage comparatif (notamment l'agriculture), complétée par des politiques de renforcement des capacités et de développement, pourrait contribuer à diffuser les effets positifs de la mondialisation dans un nombre plus grand de pays, dont ceux qui courent les plus grands risques d'exclusion. Pour que la mondialisation en vienne à être considérée comme une chance, et non comme une menace, il faut aussi se pencher sur d'autres préoccupations planétaires, dont notamment les enjeux environnementaux mondiaux tels que le changement climatique.

Éviter les politiques biaisant le processus de changement structurel

Les pertes d'emplois à court terme apparues dans certains pays, et leur relation potentielle avec le mouvement de mondialisation, ont incité certaines économies de l'OCDE à réclamer une protection contre la concurrence. Ces différents desiderata ont suscité des propositions d'action très diverses. Certaines visent essentiellement à isoler le pays des incidences de la mondialisation au moyen d'obstacles aux importations, d'autres cherchent à pénaliser les entreprises qui délocalisent, et d'autres encore semblent chercher d'abord à ralentir l'exposition à la concurrence internationale. De telles mesures protectionnistes ont toutes les chances d'augmenter les coûts et de réduire l'efficacité des entreprises. Elles nuiront à leurs résultats commerciaux et, peut-être, les pays adoptant de telles mesures deviendront moins attrayants pour le milieu des affaires. Les mesures protectionnistes ont aussi des effets néfastes sur les autres pays, souvent plus pauvres, en les privant d'échanges commerciaux bénéfiques et d'améliorations potentielles de leur niveau de vie.

Bibliographie

- OCDE (2005a), *Mesurer la mondialisation : Indicateurs de l'OCDE sur la mondialisation économique*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005b), « The contribution of foreign affiliates to productivity growth: Evidence from OECD countries », Documents de travail de la DSTI, n° 2005/8, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie.
- OCDE (2005c), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005d), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2005*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005e), *Enhancing the Performance of the Services Sector*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005f), *Politiques d'innovation : Innovation dans le secteur des entreprises*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005g), "Potential Offshoring of ICT-Intensive Using Occupations", DSTI/ICCP/IE(2004)19/FINAL, OCDE, Paris.
- OCDE (2006a), "Les mutations du secteur manufacturier dans les pays de l'OCDE, Documents de travail de la DSTI n° 2006/9, Direction de la science, de la technologie et de l'industrie.
- OCDE (2006b), "China's Trade and Growth: Impact on Selected OECD Countries", TD/TC/WP(2006)10, Direction des échanges.
- OCDE (2006c), *Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006d), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006e), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2006*, OCDE, Paris.
- OCDE (2006f), "La part des emplois susceptibles d'être affectés par la delocalisation : enquête empirique", DSTI/ICCP/IE(2005)8/FINAL.
- OCDE (2007), *Progresser le long de la chaîne de valeur : Rester compétitif dans l'économie mondiale. Rapport de synthèse sur les chaînes de valeur mondiales*, OCDE, Paris, à paraître.